



Les migrations estudiantines algériennes actuelles

Houa Belhocine

► To cite this version:

| Houa Belhocine. Les migrations estudiantines algériennes actuelles. 2021. hal-03117345

HAL Id: hal-03117345

<https://hal.science/hal-03117345>

Preprint submitted on 21 Jan 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Projet d'article

H. Belhocine doctorante sous la direction du professeur Yolande Benarrosh à l'Université Aix-Marseille, LAMES, CNRS, MMSH AI-EN-PROVENCE.

Hbelhocine2001@yahoo.fr

Les migrations estudiantines algériennes au prisme des transactions sociales.

Résumé

Dans cette contribution, nous rendrons compte d'une partie d'une étude de terrain consacrée aux migrations estudiantines algériennes d'aujourd'hui. Nous traiterons des étudiants algériens qui émigrent à l'étranger pour des études en « *Free Mover* ». Les résultats de cette étude nous permettent de constater que les étudiants algériens sont pris dans le double piège de « la fin de l'étudiant étranger » (S. Slama.1999) et celui de « la fin du travail » (J. Rifkin. 1996). De plus, ils sont confrontés au double blocage : social et spatial. De ce fait, ils développent des comportements et des stratégies pour s'en sortir et s'arracher aux situations difficiles qui les compriment dans des lieux et sorts austères et étroits. Ces jeunes se projettent et se démêlent, ils aspirent à des jours où ils seront libres de circuler dans le monde et de vivre heureux dans leur pays. En outre, ces résultats mettent en évidence les implications de nos enquêtés (étudiants, parents et enseignants) dans le cadre universitaire et social algériens et leur rapport au pouvoir. Ils mettent en exergue un point névralgique pour la société algérienne à savoir : garantir la cohésion sociale et l'insertion des jeunes dans une société juste et moderne. En effet, l'interprétation des propos de ces enquêtés va dans le sens général des aspirations à une société algérienne plus cohésive et moderne empruntant le chemin du développement durable et authentique.

Mots clés : étudiants, représentations, migration, intention, retour ou non-retour.

Introduction

Dans la société de connaissance d'aujourd'hui, le rôle de l'éducation et de l'enseignement supérieur est décisif dans le processus du développement des sociétés. En effet, le savoir et les compétences cognitives sont devenus des enjeux mondiaux, certains parlent même d'un nouveau capitalisme cognitif et d'une division cognitive du travail (PhilippeHugon, 2005). Cependant, même s'il y a un consensus sur le rôle important de la formation supérieure dans la croissance économique et dans le développement humain, on observe de fortes asymétries internationales quant à l'accès à la formation de bonne qualité. Nous assistons à une polarisation des savoirs et un clivage scientifique entre les pays développés et les pays en développement. Ceux-ci sont pris dans les « trappes à pauvreté » connaissant une implosion scolaire et un exode croissant des compétences. L'éducation pour tous apparaît comme un mirage qui se déplace au fur et à mesure que l'on croit s'en rapprocher (PhilippeHugon, 2005). Depuis l'instauration progressive du processus de Bologne dans la construction de l'Europe, qui a gagné par la suite beaucoup d'autres pays, les migrations académiques sont devenues un phénomène mondial (S. Garneau, S. Mazzella, 2013). Aussi, le développement de l'économie mondiale, suivie par la délocalisation et l'internationalisation des sociétés et des entreprises, donne naissance à une migration de travailleurs hautement qualifiés et incite à la mobilité des compétences et des étudiants. Ces migrations académiques deviennent ainsi un enjeu à la fois pour les pays de départ et pour les pays d'accueil, et soulignent les inégalités entre les régions du monde (Terrier Eugénie,

2009) et entre les classes sociales au sein des pays. A ces inégalités s'ajoute une recomposition profonde des emplois dans un sens favorable aux plus qualifiés et défavorable aux moins qualifiés. Dans ce contexte mondial du savoir marchand qui promeuve les études dans des pays riches du nord, certains économistes décrivent même ce phénomène comme des comportements de recherche de rentes (Gary-Bobo R., Trannoy A. 1998). Les pays en développés du Sud restés en étroite dépendance avec les pays du Nord, n'ont pas développé leur système d'enseignement supérieur en relation avec le secteur économique pour assurer une bonne formation à leurs étudiants et pour les retenir dans leurs pays une fois diplômés.

L'Algérie et son système d'enseignement

Dans le cas de l'Algérie, son système d'enseignement supérieur fonctionne à vase clos, aucune université ou école étrangères n'existe jusqu'à ce jour sur le territoire algérien. L'Algérie est devancée par les pays du Maghreb qui sont en train de créer un large espace universitaire euro-africain à cheval entre l'Europe et l'Afrique. Certes, des investissements sont consentis dans les infrastructures et la gratuité des études. Cependant, ces formations ne sont pas diversifiées et généralement ne vont pas en adéquation avec le secteur économique et social. Ce qui a engendré le chômage des diplômés ou des recrutements sans lien avec les formations suivies avec des salaires symboliques. Dans les années 1980, avec l'explosion démographique suivie par la démocratisation des études supérieures et dans un contexte de récession économique dû en particulier au choc pétrolier et aux rééchelonnements des dettes, l'Algérie distribue des diplômes « bidon » pour acheter la paix sociale.

La formation à l'étranger et différenciation sociale

Les études de qualité sont à chercher au Nord et l'accès en est verrouillé, il est réservé aux enfants des élites qui possèdent les différents capitaux. Les bourses de formation à l'étranger sont restreintes et elles sont aussi réservées aux enfants des élites qui font intervenir leurs réseaux pour décrocher une bourse à leurs enfants. Les inégalités se sont ainsi déplacées, ce n'est plus au niveau de l'accès à l'université qu'on sélectionne, mais c'est au niveau de l'accès à la formation à l'étranger. Décrocher un diplôme international est devenu un gage pour une insertion positive et constitue une marque d'appartenance à une élite. De ce fait, l'accès à l'étranger devient difficile pour les catégories sociales ne disposant pas des privilèges, de nantisements et de gages.

Du côté des pays du Nord aussi, la logique marchande est appliquée à l'accueil des étudiants étrangers. Beaucoup de pays exercent la sélection par l'argent. De plus, le désengagement des pouvoirs publics dans le soutien financier aux universités a incité celles-ci à développer une stratégie commerciale en direction des étudiants étrangers individuels ; les familles de ces étudiants sont prêtes à réaliser un effort financier très important pour des formations qu'elles considèrent comme un investissement (Terrier Eugénie, 2009). Ainsi, la migration étudiante internationale devient un enjeu majeur. Les différentes classes moyennes s'en font un investissement et elles ne lésinent pas sur les moyens pour faire profiter leurs enfants de cette voie nouvelle d'accès à la mobilité sociale nationale ou internationale selon le degré et le niveau des capitaux qu'elles possèdent.

Les migrations au prisme de la « transaction sociale »

Suite à la crise économique des années 1970, différentes études ont identifié la mise en place d'un nouveau cadre d'interprétation du monde social qui est fondé sur une vision marchande des rapports sociaux (Jobert B., 1994). Cette modification de la rationalité politique repose sur une conception néolibérale de l'Etat, qui se développe dès la fin des

années 1970. Une telle conception de l'Etat a des conséquences sur les politiques menées par les gouvernements : privatisation, libéralisation des secteurs des infrastructures, réorganisation de l'administration sous l'égide des principes du « nouveau management public », etc. Inspiré par le modèle marchand, le « nouveau management public » tend à subordonner l'Etat au marché. Les transformations induites dans la gestion des secteurs libéralisés soulèvent la question plus fondamentale de l'évolution de la nature et du rôle de l'Etat. Ces changements entraînent le passage d'un Etat interventionniste, propriétaire et agissant par la contrainte et la hiérarchie, à un Etat incitateur, régulateur et correcteur des imperfections du marché ? (Christian De Visscher Et Frédéric Varone, 2004).

Pour B. Jobert, ce retour du politique est à rapporter au contexte de ralentissement de la croissance économique et de rigueur monétaire qui oblige le politique à trancher dans des jeux à somme nulle (où il y a forcément des gagnants et des perdants) alors qu'une période de croissance permet des jeux à somme positive (où tout le monde gagne) plus propice aux négociations conventionnelles (Palier Bruno. B. Jobert, 1996).

La stratification sociale s'érige à l'internationale

Dans les années 1960 et 1970 les approches structuralistes condamnaient les individus dans des destins hérités qui se perpétuaient dans des mécanismes de « reproduction sociale » instaurés par les classes dominantes au niveau des états-nation. Avec la montée de la mondialisation néolibérale et l'affaiblissement de ces Etats-nation, la stratification sociale a changé d'échelle pour devenir internationale. D'autres mécanismes de mobilité sociale sont apparus en particulier avec l'avènement de ce qu'on appelle la « mondialisation par le bas » et le transnationalisme. Dans ce nouveau contexte, on ne se baigne pas toujours dans le même fleuve (Héraclite), les individus ont des marges de manœuvres plus que dans le passé. Le monde est en perpétuel changement et le sujet ne peut traverser ces mutations sans être lui-même transformé. Avec la philosophie de la « liberté » et les théories de l'autodétermination et du capital humain, les individus tendent à devenir des acteurs de leurs destins ils ont des marges de manœuvre pour se lancer dans des jeux de transaction. Même si la stabilité dans la continuité est très ancrée dans les rapports humains et qu'elle ne permet pas des changements remarquables, les individus possèdent des « horizons d'espoir » plus élargis.

L'international comme une alternative

En ce qui concerne les pays en développement, comme dirait Alain Peyrefitte (1998), c'est le développement qui est l'exception miraculeuse, tandis que le non développement caractériserait l'humanité depuis son apparition (Willy Lahaye, al., 2007). De ce fait, les populations appartenant à ces pays condamnés à suivre et à être dépendants des pays riches, se lancent dans stratégies monnayant des compromis pour s'en sortir. Arriveront-ils à « produire » des situations et statuts nouveaux et à sortir des « reproductions » et enfermements auxquels les prédestinent leurs gouverneurs ? Nous mobiliserons donc, la théorie de la « transaction sociale » (Jean Remy et al., 2009) pour mieux saisir le phénomène (migratoire des étudiants algérien) en invitant à y observer et à y comprendre la conjugaison de la liberté de l'acteur et des contraintes du système. Nous remarquerons que des négociations, des compromis, des arrangements formels et informels et quelquefois tacites (Christophe Gibout, al., 2009), sont mobilisés pour dépasser les déclassements et les enfermements imposés par l'Etat.

Nous proposons un triple usage de la théorie de transaction sociale : D'abord au niveau des états-Nations, c'est-à-dire au niveau macrosociologique, nous montrerons comment les politiques migratoires sont des négociations conjoncturelles comportant des compromis

provisaires. Puis au niveau microsociologique, nous montrerons comment les étudiants insérés dans une société ne leur offrant pas un environnement convenable pour y vivre et évoluer sereinement, ils adoptent des représentations, attitudes et comportements tactiles et tacites pour se maintenir et se projeter et cela au niveau familial et au niveau sociétal. Aussi au niveau méso-sociologique, les étudiants, leurs parents et leurs réseaux se mobilisent ensemble parfois usant de « l'esprit de calcul » pour construire des « micro-compromis » pour gérer le présent et anticiper le futur. Dans une société où le malaise général est ressenti par tous les membres de la société et où la corruption et les inégalités ont atteint des degrés déstabilisants pour la société algérienne, ils se mobilisent pour renverser la donne.

L'émigration et l'immigration deux faces d'un même problème

Au niveau macrosociologique, la question des migrations algériennes en général est à envisager dans sa « totalité » qui se joue entre les pays d'arrivée et de départ. La migration étudiante résulte des politiques migratoires entre les pays partenaires qui sont toujours conjoncturelles et qui découlent des jeux de transactions et de compromis. Les migrations postcoloniales ont été marquées par la désillusion face aux régimes politiques développementalistes et aussi par les différentes politiques migratoires de restrictions de fermetures des frontières. Nous situerons les migrations postcoloniales dans le « système-monde » sans revenir en détail sur la « théorie de la dépendance », nous nous contentons de la citation suivante : C'est cette Afrique déboussolée, qui après avoir mangé son pain blanc, faute d'alliance objective entre le pouvoir, le savoir et l'avoir est obligée, in fine, de chercher le chemin de son développement, au moment où, paradoxalement, les repères du monde ancien du 20^{ème} siècle ont disparu, alors que les repères du monde nouveau 21^{ème} siècle ne sont pas encore inventés. (...) Devant ce vide, la mondialisation est un champ de bataille, où ne sont respectés que des protagonistes dont on peut redouter l'agressivité, joliment appelée la concurrence. Si l'Afrique s'y dérobait, elle signerait son arrêt de mort. Sans pitié la mondialisation ignore l'idée de l'aide ou de l'amitié, c'est-à-dire l'idée de la mendicité, que celle-ci soit d'œuvre d'un individu ou d'un état, car les états n'ont pas d'amis, ils n'ont que des intérêts (Mwayila Tshhiyembe, 2011).

Nos résultats de terrain

1-Notre enquête en novembre 2016

Nous avons organisé des « *focused interview* » ou « *focus group* » avec des étudiants. Des séances de 1h30mn en groupe de 15 étudiants par classe. En plus des discussions en groupes à l'oral, nous avons ramassé 50 écrits remis par les étudiants à la fin de 3 séances de discussion réparties sur deux semaines. Nous avons remarqué que la quasi-totalité des étudiants sont pour l'émigration et la majorité entame même des démarches. De ces constats tirés de notre pré-enquête, nous avons pensé à poursuivre cette étude de façon longitudinale et avec une démarche de triangulation.

2-Notre étude quantitative de novembre 2017.

L'échantillon de 210 étudiants a donné comme résultats 116 garçons et 94 filles.

Les attitudes par rapport à l'émigration : Sur 110 étudiants concernés par l'enquête, **186** étudiants sont pour l'émigration ; 13 sont contre et 11 étudiants n'ont pas donné leur avis.

3-Notre étude quantitative de novembre 2018.

L'échantillon de 200 étudiants a donné comme résultats 102 garçons et 98 filles.

Les attitudes des étudiants par rapport à l'émigration : Sur les 200 étudiants concernés par notre enquête, **192** sont pour le départ à l'étranger. Les garçons : **96** garçons sont pour

l'émigration et 06 sont contre. Les filles : **96** filles sont pour l'émigration et 02 seulement sont contre. Total : **192** des filles et garçons sont pour l'émigration et seulement 08 sont contre.

4-Notre étude quantitative de 2019.

Nous avons questionné en novembre 2019 un total de 206 étudiants.

Sur les **206** il y a **109** garçons et **97** filles

Les attitudes des étudiants par rapport à l'émigration : Les garçons : **73** sont pour l'émigration et seulement 08 sont contre. Les filles : **67** filles sont pour l'émigration et 07 seulement sont contre. Total : **140** des filles et garçons sont pour l'émigration et seulement 08 sont contre.

Quelques commentaires des étudiants

Le fait de mettre au centre le point de vue de ces migrants, de les suivre dans leur parcours, de saisir le sens qu'ils donnent à leurs actions et de s'intéresser à l'ensemble de leurs relations sociales conduit à dessiner des sujets plus actifs, plus responsables de leur sort et, in fine, plus subversifs. Mais comme le pointe Esperanta Dumitru (2014), on aurait tort de penser que cela décrit forcément une situation nouvelle : ce n'est pas parce qu'on perçoit mieux aujourd'hui le transnationalisme migrant qu'il est inédit (Swanie Potot, 2016). Nous allons nous limiter à quelques commentaires pour respecter le nombre de pages imposées.

1. « Les étudiants qui vont en France généralement reviennent avec un sens de discipline, beaucoup d'informations, et une culture très riche. Les séjours à l'étranger permettent le développement personnel et intellectuel ». 2. « C'est le rêve de tout étudiant qui veut pousser haut ses études. Mais, il faut au moins maîtriser une langue étrangère internationale. Ensuite construire son indépendance parce que c'est indispensable de savoir se débrouiller en toute circonstance. Comme trouver l'argent nécessaire, avoir la responsabilité de soi-même, vivre seul loin des parents et surtout avoir une ouverture d'esprit ». 3. « Les étudiants algériens partent à l'étranger pour se former et s'assurer un avenir meilleur. Je suis moi-même pour ce projet de départ. Le diplôme étranger est reconnu à l'international, ce n'est pas le cas en ici en Algérie certains diplômes ne sont même pas reconnus au niveau national ». 4. « Les études à l'étranger apportent un plus non négligeable au CV et à la personne car l'étudiant à l'étranger développe des compétences plurielles ». 5. « Partir étudier à l'étranger ! Tout le monde en parle, tout le monde encense cette expérience ! Des salons, des colloques, des conférences, des sites web...etc. On ne cesse de présenter les avantages d'un tel projet et d'encourager les jeunes à s'y lancer. Partir étudier à l'étranger, donne une initiative pour une expérience qui va présenter un challenge. D'une part, vivre une expérience académique et culturelle riche, élargir son ouverture d'esprit par la découverte d'autres modes de vie, développer son autonomie et prendre confiance en soi à partir de l'expérience d'être livré à soi-même en terre inconnue, nous fera gagner en maturité. Aussi, ça permet de garantir une réussite professionnelle par l'acquisition de nouvelles compétences ». 6. « L'avenir ne leur augurait rien de rassurant dans leur pays, les étudiants algériens vivent le ras-le-bol. Difficile de s'épanouir et de s'assurer une vie correcte. Cette situation qui oblige les étudiants algériens à quitter le pays. Même si ce n'est pas vraiment une solution ». 7. « L'étudiant algérien lorsqu'il termine ses études, il se trouve face au chômage qui dure pour plusieurs années ce qui l'obligera par la suite de faire n'importe quel travail dans l'informel comme vendeur, ouvrier dans une boulangerie... ». 8. « L'Algérie tue les rêves des jeunes. Tous les jeunes cherchent à partir ». 9. « Les étudiants vont à l'étranger pour chercher à vivre dignement. Ici c'est la corruption et l'accaparement des richesses du pays. Les gens honnêtes ne peuvent pas s'adapter ». 10. « Dans notre cher pays, il ya une politique de « briser les ambitieux » sachant qu'il y plusieurs talents dans tous les domaines et toutes les spécialités. Mais on ne laisse jamais tranquille ». 11. « En Algérie, c'est la « mârifa » (piston) qui compte et non pas les diplômes ». 12. « L'université algérienne est une prison à ciel ouvert, on ligoté et désarmé ». 13. « J'ai commencé à faire des démarches pour partir. En Algérie il y a trop de » hogra » (injustice

accompagnée de mépris) ». 14. « Même s'il y a des difficultés à vivre dans un pays étranger ça peut passer et on peut résister. Mais, vivre l'injustice dans mon pays ça, moi-même je n'accepte pas et je ne supporte pas. ». 15 « Ici en Algérie, si tu es fils d'un cadre de l'état tu as tout, sinon tu n'as rien ». 16. Dans les pays européens c'est la compétence qui fait la différence, ce n'est pas le poste de ton père ou ta mère ». 17. « Ici, c'est qui te connais qui vaut et non pas qu'est ce que tu connais ». 18. « Plus que 90 % de notre économie est toujours basée sur le pétrole, une opération qui exploite les ressources naturelles pour les générations suivantes et qui coûte à l'Algérie jusqu'à ce jour plus que 51 % des profits sont les bénéfices des entreprises étrangères, au lieu de développer la méthode en utilisant des entreprises locales et en comptant sur nos ingénieurs. Sachant que le pétrole, n'est qu'un seul élément qui s'ajoute à la liste longue des ressources naturelles mal gérées, mal utilisées ou non utilisées. Un pays d'une richesse d'un continent "une inondation énorme s'est produite suite à une première et petite pluie! Cela reflète la situation de l'Algérie qui, après presque 60 ans d'indépendance, est toujours en train d'utiliser une infrastructure des années d'avant 1960 choses simples jamais réglées et jamais améliorées malgré plusieurs promesses données par les autorités. Des milliers de la population vivent toujours au bord du seuil de pauvreté, quelle indépendance et quelle Algérie nouvelle ? Une seule entreprise de transport, une seule entreprise de gaz, une seule entreprise du métro, du tram, une seule université, un seul parti qui gouverne, un seul même homme algérien ! On veut homogénéiser dans un contexte de différenciation ! L'Algérie mérite mieux, son peuple a bien démontré au monde entier son civisme et son pacifisme. Je suis pessimiste ...l'avenir c'est toujours à attendre des siècles ! T. M étudiant en technologie.

En Algérie, les contradictions issues d'un modèle de croissance développementaliste en place depuis 1962 ont eu des conséquences néfastes sur le devenir de la société et sur la cohésion sociale et le bien-être de la population. En effet, l'Algérie pays riches par ses ressources naturelles et que d'ailleurs, beaucoup ont pointé du doigt les hydrocarbures comme « malédiction » et « poison » pour l'Algérie, alors que ce qui est un « poison » (Philippe Chalmin, 2019) ce sont les « développements » qui ont amené l'Algérie vers la ruine. Le projet développementaliste s'avère vite fragile, illusion aggravée dans le cas des économies rentières par les réalisations que facilite l'importance des ressources pétrolières. Loin d'intégrer la société dans un ensemble où les intérêts de chacun convergeraient avec ceux de tous, il peut aussi déboucher sur une segmentation renforcée entre secteurs de la société (Elisabeth Longuenesse, al., 2005). L'Algérie, depuis l'indépendance est gérée par un seul régime qui puise sa légitimité du FLN parti de la révolution algérienne. Mais, le « Fln » en place a gardé la coquille des institutions de la révolution, mais la substance en est vidée, le FLN, d'organisation politique dirigeante de la guerre de libération, se transforme, sous le même label, en appendices de l'administration. Parti unique en apparence, il n'est en fait qu'une courroie de transmission du discours politique qui s'élabore ailleurs, et un agglomérat de clientèles qui dilapident la rente foncière et immobilière avant de s'attaquer à la rente pétrolière. Tout système de pouvoir a sa cohérence, Houari Boumediene (président de l'Algérie de 1965 à 1979) était enfermé dans un inextricable faisceau de contradictions paralysantes, celles-ci même qui définissaient la nature de son régime, et ses choix de soumettre par la force, ou la menace de la force, le politique à l'administratif (Amin Khan, 2016). Puis, dans les années 80, avec la croissance démographique et les transformations liées la période d'ajustement structurel et de réformes économiques néolibérales au milieu des années 1980, -sous contrôle du Fmi et de la Banque mondiale-, les choses se sont aggravées, avec des inégalités sociales et territoriales, l'amplification de la pauvreté des classes populaire, l'inflation, l'accroissement du taux de chômage même des diplômés de l'université, l'instabilité sociale et politique. Dans le contexte des politiques d'ajustement structurel, l'État n'était plus en mesure (s'il l'a jamais été) de (re)construire un système de protection des individus et des groupes en situation de fragilité, appuyé sur les ressources de la solidarité à l'échelle nationale, et c'est au plus proche, dans la famille ou le voisinage, chez les collègues de travail, mais aussi à la mosquée, auprès des associations caritatives, que

ceux-ci doivent chercher les ressources et l'aide qui leur permettront de résister et de survivre (Elisabeth Longuenesse, al., 2005). La crise financière et économique suivie de l'explosion démographique dans les années 2007-2008 a révélé la vulnérabilité de ce modèle de croissance économique rentier, aux structures peu diversifiées, sous-industrialisées, et essentiellement, tournées sur les marchés extérieurs. Au cours des années 1990-2000, avec la priorité donnée à l'ouverture commerciale, les restructurations des entreprises économiques, la dissolution des entreprises publiques locales conjuguées à la baisse des investissements finissent par contracter l'activité économique, détruire le tissu économique national et amplifier le chômage. La hausse des prix des biens alimentaires de base, la dissolution des entreprises publiques pourvoyeuses d'emplois et la réduction drastique des dépenses sociales avaient conduit à un effondrement des niveaux de vie des populations (Omar Bessaoud, 2012). Cette décennie a coïncidé avec la tragédie nationale de guerre noire qui a encore marqué l'Algérie pour toujours, la majorité de ses intellectuels ont choisi l'exile en majorité vers la France. C'est ainsi que l'Algérie s'est vidée de sa sève, le peu qui sont restés encore au pays écartés, déclassés et stigmatisés se trouvent dans des situations de résignation ne vivant que pour régler les problèmes de tous genres imposés à eux intentionnellement. Aujourd'hui, au terme d'une année marquée par l'incertitude politique et des troubles sociaux ayant entraîné la décélération de l'activité économique, l'Algérie doit faire face à un choc provoqué à la fois par une baisse de moitié des prix du pétrole, une crise de santé publique (coronavirus) et les conséquences des bouleversements économiques à l'échelle mondiale à la suite de l'épidémie de Covid-19 (Rapport de la Banque Mondiale, Avril 2020). Les économistes de la Banque mondiale prévoient une baisse de la production dans la région Mena en 2020. Ces prévisions ne modifient en rien l'image que renvoie cette région confrontée au triple défi d'une faible croissance à long terme du PIB par habitant, d'une situation macroéconomique fragile et de marchés du travail faméliques (Banque Mondiale, 2020). Donc, comme tout est relié, nous suggérons que l'interprétation des migrations étudiantes algérienne d'aujourd'hui, est aussi à expliquer d'abord par des failles au niveau structurel par l'anomie et le manque de cohésion sociale au niveau macrosociologique du pays de départ L'Algérie qui peine à trouver sa voie et à se défaire de sa tutelle et à se structurer de façon authentique et durable. Actuellement, après le soulèvement populaire (*hirak*), même dans le cas où, les autorités projetteraient d'apporter des correctifs et d'aller vers un changement, les populations n'y croiraient plus et chercheraient toujours à s'autodéterminer et aller vers d'autres cieux où il fait bon de vivre. En effet, depuis 58 ans qu'ils entendent des redressements et des changements positifs ; dans la réalité les choses vont toujours en s'empirant. Même si les secousses du « *hirak* » mèneraient à des bonnes intentions, les forces d'inerties et les détenteurs du pouvoir résisteraient et puis les mesures à prendre donneront leurs résultats que dans le long terme et les générations actuelles ne bénéficieront pas des éventuelles transformations à venir. A cet effet, nous estimons que les futures transformations structurelles sociales et la croissance économique ne vont pas réduire la propension à émigrer du moins pour les générations actuelles. En définitive, la période actuelle de l'année 2020 qui est caractérisée par des crises multidimensionnelles à travers le monde en général avec la pandémie du coronavirus19 qui entraîne des récessions, c'est l'incertitude totale. La situation actuelle n'augure pas en Algérie de possibles changements sociaux profonds dans le moyen terme ni de rupture politique ou économique avec le même système hérités du passé. Sachant que 58 ans après l'indépendance l'Algérie est toujours incapable de se défaire de sa « peau de chagrin » et incapable de se lancer dans de tangibles politiques de développement

authentique constant et de mettre en place des institutions qui survivront aux responsables dirigeants. Dans ce contexte de déséquilibre global et de carence sociétale pérenne, les individus et les citoyens lésés et méprisés chercheront à s'autodéterminer en sortant des sentiers que leur gouverneurs leur ont tracés. En effet, les promoteurs du clientélisme algérien imposent des politiques qui visent à maintenir la majorité de la population dans l'ignorance et l'insuffisance. Cette ignorance planifiée pour dissimiler les chemins qui mènent vers la libération et à l'aide des structures et discours propageant des propagandes de nationalisme et d'appartenance arabo-musulmane « *baathiste* », les maintiennent dans les positions subalternes qui ne leur permettent pas d'accéder au partage du pouvoir et par contrecoup au partage des rentes pétrolières et autres richesses de l'Algérie, même les formations à l'international. Pire encore, comme l'a écrit Karim Khaled (2017) l'anomie a atteint son apogée en Algérie et dans ces conditions, les foyers migratoires dormants ne peuvent que s'élargir. L'assassinat des intellectuels pendant les années 1990, (...) la marginalisation systématique des lumières qui remettent en cause l'ordre établi (...), c'est : le syndrome « anti-intellectuels algéro-algérien ». Les violences symboliques sont vécues sous forme d'un exil interne et dans d'autres situations, elles sont déterminantes dans l'émigration des élites intellectuelles en Algérie.

L'année 2019 a connu « *hirak* »¹ ou le mouvement populaire pour le changement appelé aussi « *la Selmia* » ou « Révolution du Sourire » du fait qu'il soit totalement pacifique qui revendique un changement radical dans le mode de gouvernance et l'Etat de droit et le départ de tous les symboles du régime qui ont institutionnalisé la corruption et ont constitué la « *l'issaba* » (la « bande »). Mais vite, on élimine les voix critiques et en même temps on impose le silence (Salah-Eddine Sidhoum, 2003). L'Algérie a toujours tâché d'avoir un double-discours et une double-politique, pour maintenir la paix sociale au niveau interne et pour masquer les irrégularités auprès des organisations mondiales, comme les Nations-Unies, l'Unesco et la Banque Mondiale, au niveau externe.

Quelques extraits des discours des enseignants

La problématique de la migration intellectuelle algérienne est atypique vu son caractère structurel. Il ne s'agit pas de problèmes de salaire ni de logement, mais de la problématique de la confirmation de soi-même en toute liberté et du je pensant réflexif loin des contraintes communautaristes et idéologiques étouffantes à toutes démarcations autonomes, chères pour tout intellectuel jaloux de sa vocation professionnelle et de son identité personnelle. C'est la dynamique historique propre à la société algérienne caractérisée par un système social communautariste renforcé par une idéologie politique unanimiste depuis l'indépendance pour empêcher toute tentative de la formation des sujets-pensants et autonomes. Ces conditions structurelles empêchent la formation autonome du champ de la connaissance et de ses porteurs Khaled Karim (2015).

S'il y a un pays où l'on magnifie le peuple tout en le piétinant, c'est bien l'Algérie. M. Harbi
I. K 36 ans enseignant de sociologie à l'université de Bouira.

¹ Hirak, désigne des manifestations quotidiennes de grande ampleur rassemblant tous les algériens jeunes et vieux et même des enfants, femmes et hommes. Ces manifestations pacifiques dénommées « Selmia » au début « Sourire » qui avaient duré du 16 février 2019 jusqu'à être arrêtées par la pandémie du Coronavirus. Les protestataires réclament la mise en place d'une Deuxième République. Ils scandent : l'Algérie libre et démocratique. Le hirak a été interrompu par la pandémie du Coronavirus.

L'université algérienne est devenue une garderie pour jeunes adultes, elle est mal considérée par les pouvoirs publics, elle est en déphasage total avec le développement. Les gestionnaires encouragent la médiocrité, le laisser-aller et l'opportunisme. C'est le naufrage de l'Algérie, les diplômés ne sont pas opérationnels, les programmes ne sont pas actualisés et ne sont jamais finis, l'université est submergée par de pseudos enseignants et d'opportunistes gestionnaires. L'école et l'université algériennes ne sont que ce que les décideurs veulent qu'elles soient. Dans notre pays elles sont marginalisées, les compétences sont écartées et brisées. Mais je demande à travers vous à tous ceux qui peuvent faire quelque chose pour sortir l'Algérie de l'impasse dans elle se trouve et l'arracher aux griffes des bandits corrompus qui ne veulent plus relâcher aucune bribe. Je demande à tous de faire le mieux qu'ils peuvent et aussi le minimum qu'ils peuvent pour que notre pays change vers la modernité et le développement. Les étudiants qui émigrent sont courageux et généralement ils sont aidés, ils ne partent pas comme ça sans aucune aide. Les meilleurs étudiants sont plus ambitieux, ils veulent pousser loin leurs études. Plusieurs étudiants réussissent leurs départs à l'étranger et certains occupent des postes assez importants à l'étranger. En particulier ceux qui suivent des études scientifiques comme la médecine et l'informatique. Il faut dire que malgré les difficultés rencontrées en France, nos diplômés ne reviennent pas au pays et ils ont raison.

Nabil, 44 ans enseignant de l'économie à l'université de Tipaza.

Le drame de notre société est d'effacer toutes formes de différences. Nous sommes tous identiques. On n'a pas le sens de l'autre. Avant 1962 la société algérienne était basée principalement par le sens de l'altérité. Ce sens de l'altérité est brisé depuis l'indépendance. Des gens pauvres sont venus s'installer en Algérie on les appelait les « pieds noirs ». A l'indépendance, il ne reste plus d'étrangers, alors qu'il y a des étrangers qui se sont battus pour l'Algérie comme le Recteur de l'université d'Alger. Il a suffi que dans une discussion que je me trompe et de dire cette vérité, qu'on me classe « hisb frança » et qu'on me surveille et qu'on me traite de tout. (...) En Algérie c'est la politique du statuquo. Ceux qui nous gouvernent ne veulent pas que les algériens se réveillent et qu'ils apprennent à innover et à changer la donne. J'ai été dans un hôpital à Paris et je me suis senti comme si j'étais à l'hôpital Mustapha, presque tous des algériens. L'Algérie c'est une machine qui nous broie surtout qui broie les compétences et les intellectuels. L'Algérie maîtrise l'industrie de décervellement des universitaires et des algériens en général. En ce qui me concerne j'ai vécu le « procès de la Kafka² » déclaré coupable simplement de vivre, ils m'ont fait subir des méchancetés abjectes. Les étudiants qui quittent le pays pour aller à l'étranger, ils seront l'avenir du pays, car ces étudiants ils reviendront certainement ne serait-ce que pour leurs familles et donc, ils changeront les mentalités et montreront des exemples pour les autres jeunes. C'est eux l'espoir de l'Algérie de rompre avec le statu-quo d'aujourd'hui. En ce qui me concerne j'encourage mes étudiants à partir à l'étranger ne serait-ce que pour observer la différence des autres pays avec l'Algérie.

K. M, la cinquantaine, enseignante de sociologie à l'université Alger2.

Moi étrangère dans mon pays je sais mieux que n'importe qui ce que veut dire vivre étranger dans son milieu. Mon père était au Maroc avant l'indépendance en 1962 il est rentré en Algérie pour vivre la joie de l'indépendance avec les siens. Seulement, il est rentrée avec une marocaine qui l'a accompagné pour vivre dans une Algérie nouvelle. La famille de mon était aimé et respectée par les gens du village, mais en voyant la jeune marocaine avec lui, c'est comme une honte qui s'abat sur le village. En Kabylie à l'époque épouser une « arabe » est déjà un délies qui mérite un châtimement. Après, je suis venue au monde c'est le désastre, « thaarabth » « thamaroukith » a eu une fille de notre fils kabyle. (...) Je me demande parfois, comment nos compatriotes qui sont en France, ils dénoncent le racisme et le mauvais traitement des natifs ? Alors que eux-mêmes ils font subir les mêmes traitements ou encore pire pour tous ceux qui ne sont de leurs sang. Moi j'encourage les jeunes qui vont dans d'autres pays, car les voyages forment sur tous les aspects. De plus en Algérie, nous avons besoin qu'il y ait des algériens qui prennent du recul et qui observent

² Franz Kafka, (1925). Le Procès. Roman classé parmi les 100 meilleurs livres de tous les temps et du siècle.

de loin leur pays. C'est de leurs regards de l'extérieur que viendra l'espoir d'une Algérie nouvelle et moderne. Ici, on ne nous laisse même pas l'occasion de nous regarder en face, on nous prive de réflexion. Lorsque le citoyen se bat au quotidien avec des problèmes divers, il ne pourra même pas se situer par rapport à lui-même. Cette politique d'asservissement est mise en application intentionnellement, elle est planifiée et elle a ses adeptes qui sont placés dans toutes les structures même banales pour empêcher les citoyens de penser ou de réfléchir. Et donc, loin de réclamer ou encore de dénoncer.

L. S, la cinquantaine, enseignante d'histoire à l'université d'alger2.

J'ai préparé une licence d'histoire à l'université d'Alger de 1982 à 1985 puis je suis recrutée comme enseignante 1986 à l'époque les recrutements étaient faciles, il n'y avait pas beaucoup de licenciés. Mais vite j'ai arrêté l'enseignement pour reprendre mes études de Magistère car je suis une passionnée de l'histoire surtout de l'histoire de mon pays. Lorsque j'ai obtenu mon diplôme de post-graduation, j'ai été recrutée à l'université d'Alger. Au début, j'ai bénéficié des bourses de 15 à 30 jours vers la France, dans le cadre du plan devise de formation (PFD) de notre université comme tous les collègues d'ailleurs. Puis, lorsqu'ils savent que j'ai des penchants pour notre patrimoine Kabyle et que je voulais écrire la vraie histoire de l'Algérie, tout s'est tourné contre moi. J'ai vécu des moments très difficiles, on me poussait à la porte, on m'exhortait de déposer ma démission. J'ai commencé à avoir des problèmes de santé, les médecins ont diagnostiqué une dépression, j'ai pris du poids en quelques mois je pèse plus de 100Kg. C'était pour mes responsables une occasion de me taxer de folle et avec l'aide de mon psychologue j'ai pu sortir du gouffre mais pas sans conséquences. Il m'a demandé de prendre une mise en disponibilité et d'aller vivre loin des problèmes et loin des détracteurs. J'ai donc, déposé une mise en disponibilité pour des raisons de soins j'ai été en France où je suis restée 1 an à galérer. Mais je garde à l'esprit que c'est juste pour une période pour qu'on m'oublie et qu'on cesse de me poser des problèmes. Au bout d'une année je suis revenue pour reprendre mon poste, je retrouvais les mêmes personnes, les mêmes responsables, mais j'ai beaucoup changé. J'ai presque signé un pacte avec eux : en leur expliquant que je ne ferai plus de la recherche scientifique, je renonce à tout, j'ai juste besoin de m'insérer dans la société car je suis déprimée et j'ai besoin de la paix pour gagner ma santé. Aujourd'hui, je ne m'intéresse à rien absolument à rien, je veux juste ma santé.

D. J, la soixantaine, enseignant d'histoire à l'université d'alger2

Veux-tu qu'on parle de l'université qui ne veut plus dispenser des savoirs ? Ou de l'Algérie qui ne veut plus embrasser le progrès ? En ce qui me concerne j'ai vécu toutes les étapes de l'Algérie indépendante et de l'université algérienne. L'université dans les années 1960 en Algérie était un lieu de réflexion et de lutte pour la souveraineté nationale. Tout le monde à l'époque espérait à un développement et à une émancipation dans le cadre de l'indépendance dans on était tombé. Nous pas nombreux mais, nous étions fiers car nous appartenions à une université héritée de la France, à Alger c'était la 2^{ème} université de France pour le droit et les sciences de l'éducation. Nous avions des diplômes valables automatiquement en France et même à l'étranger. Cependant, les facultés ont connu le 1^{er} choc à l'époque de Brarhi ministre de l'éducation nationale à l'époque. C'étaient la 1^{ère} réforme qui a brisé les facultés des lettres et sciences humaines (histoire, sociologie, psychologie). Dans les années 1980, c'est la remise en question de l'économie planifiée centre de gravité de l'Algérie. Après l'étatisation des années 70, c'est la privatisation dans les années 80. Comment penser notre histoire entre le passé et l'actuel ? L'histoire qui se fait à l'université est surveillée de près, ce sont les autorités qui préparent le contenu et les encadrements, ce sont eux qui ont tracé les programmes. Disfonctionnement des savoirs et mainmise sur l'université. Dans les plans quadriennaux, les sciences sociales doivent travailler les intérêts de l'état, l'université est propriété privée de l'état et non pas de la société algérienne. L'oligarchie continue toujours à gouverner et à s'accaparer de tout. L'université et les sciences déconnectées par rapport à la société et travaillent les intérêts étroits de l'oligarchie. Les scientifiques et les compétences sont détournés de leur centre d'intérêts pour occuper des postes d'administration et s'allier au pouvoir. L'université algérienne a été mise à terre par la banque mondiale ; au même moment arrivent les étudiants issus du fondamentale

ou (le fondamentalisme religieux). Etape cruciale pour l'encadrement, 80°/° des étudiants sont monolingues, ils arrivent au doctorat avec une seule langue.

Il n'y aura aucune place pour l'université algérienne dans la division internationale de l'enseignement supérieur. Avec 30.000 étudiants qui sont en France d'après les statistiques de Campus France, dans l'avenir tous nos jeunes partiront avec l'aide même de ceux qui sont déjà partis. L'Algérie ne fait rien pour arrêter l'hémorragie, contrairement aux autres pays comme l'exemple de la Chine et de l'Iran qui envoient leurs étudiants aux USA et les récupèrent par la suite pour le transfert du développement. L'Algérie est le seul pays où les études sont gratuites, mais elle est pourvoyeuse des diplômés aux pays du Nord. Ceux qui émigrent le font après avoir décroché le premier diplôme de graduation en Algérie.

W.B., la cinquantaine, enseignante de français à l'ENS de Bouzréah.

Moi c'est toute ma jeunesse qui est sacrifiée, ce pays tu as beau lui donner et tu ne recevras rien en contre partie. J'ai l'impression qu'on est dupé, qu'on est utilisés et exploités au maximum. Si un jour tu oses réclamer ton droit, on te supprime ou on te met en quarantaine et on t'ignore à jamais. Cette politique de nos gouverneurs, malheureusement s'est propagée et a gagné même les familles, le voisinage, c'est fou comment ils arrivent à imprégner toute la société de leur maudite politique. C'est comme une gangrène qui se propage au sein des cellules de la société et qui la fragilise pour toujours. Si par malheur il 'arrive d'en avoir marre et tu réclames, tu seras maudite par toute la société, tes factures (d'eau, électricité,...) qui seront outrancières, tes collègues qui te harcèleront, tes voisins qui te chercheront...au point de te demander est-ce que c'est moi qui devient folle. Et là, c'est l'extrême lorsque tu te doutes de toi-même. Aujourd'hui, je conseille à mes étudiantes de ne pas rester dans ce pays. Car, une fille en Algérie ne vivra jamais comme elle le désire. Mes amies qui ont des enfants et des familles se confient à moi parfois, elles vivent le martyr. C'est clair, elles ne vivent pas pour elles-mêmes, mais pour les autres pour la société. Elles sont frappées, insultées, ignorées...même par leurs propres enfants. Mais elles gardent « nif » sauver la face et montrer aux autres qu'elles ont réussi. Je connais une dame respectueuse qui passe ses journées à la mosquée, car dès qu'elle rentre elle est battue.

Omar 36 ans université d'Alger 3 sciences de l'information et de la communication. C'est le ras-le-bol total ! Les Algériens aujourd'hui sortent unis et solidaires dans les rues, ils expriment avec déception leurs ressentiments contenus depuis des années. Jeunes, vieux, femmes, hommes, enfants, riches, pauvres, ils sont tous pour une Algérie nouvelle. Ils veulent un changement radical, ils ont marre de ce système qui dure éternellement et qui les prive de leur dignité. C'est comme une mécanique sociopolitique unidirectionnelle qui émerge pour arracher les droits constitutifs de sa citoyenneté à venir. L'Algérie sera prête au changement lorsque les idées anciennes disparaîtraient, car l'ancienne génération est synonyme d'échec. Les jeunes sont dans le désarroi, ils quittent le pays parce qu'ils ne peuvent rien faire contre le statu quo. Ils sont privés de tout même d'une moindre dignité de citoyen algérien. Ils se jettent en mer contre vents et marrés. Mais rien n'alerte nos décideurs qui, -tant qu'il y aura du pétrole et des richesses à grignoter ils se réveilleront pas même si le bateau Algérie coule. Les étudiants algériens, lorsqu'ils partent à l'étranger, ils démontrent leurs intelligences, leurs compétences. Généralement, ils réussissent même dans des situations très sévères et endroits très austères. Ici dans leur propres pays, ils sont traités de fainéants, de bras cassés, de vaut-rien. On les écrase pour qu'ils n'aient plus de force pour réagir et ils finissent dans la résignation. Mon fils a 7 ans, mais je ne le laisserai pas mourir à petit feu, je lui choisirai son éducation et j'en ferai un vrai Algérien fort et capable. Je ne le laisserai pas être saboté par nos responsables qui coupent l'herbe sous les pieds et qui s'accaparent de tout. On a l'impression qu'on les dérange même dans notre silence, on nous surveille, on nous épie tellement ils sont dans le porte-à-faux qu'ils sentent le danger venir de tout le monde et qu'ils coupent les cordons à tous ceux qui ne se montrent pas compatissants avec eux.

F.C la soixantaine, professeur à l'USTHB ;

Ce que nous vivons aujourd'hui et un tournant historique, jamais la société algérienne n'est aussi solidaire et aussi consciente des enjeux de l'avenir du pays comme aujourd'hui. Les étudiants aussi

sont en train de se constituer en mouvement ils accompagnent depuis le début février le mouvement populaire pour le changement. Ils sont en train de mobiliser les tous jeunes autour du projet de la société algérienne à construire ensemble. Avec leur civisme et leur degré de maturité politique et intellectuelle, ils ont gagné le respect de la société et de l'université. Désormais, un rapport de confiance est établi. Ils ont démontré à tout le monde que la société algérienne de demain se construira avec sa jeunesse qui est pacifique et intelligente et qui ne sera plus jamais soumise aux pouvoirs dictatoriaux. Cette solidarité nationale acquise depuis les événements de février 2019 sera un patrimoine pour l'Algérie et l'université avec ses étudiants et ses enseignants est au cœur de la société. Elle a un rôle central dans la mobilisation, l'éducation et le changement du pays. L'enseignement supérieur en Algérie est devenu un élément structurant de la société algérienne, comme l'est le système éducatif qui compte 9 millions d'élèves. La communauté universitaire est en lutte depuis février dernier et la mobilisation des étudiants a atteint son apogée lors de la grève politique des cours qui a duré 3 mois : du 26 février jusqu'au début du mois de juin 2019. J'ai toujours été militant d'abord comme étudiant ensuite comme enseignant pour une université publique de qualité au service du bien-être de la société algérienne. Mais, le pouvoir trouve toujours des moyens pour nous séparer, surtout en achetant des militants avec des postes supérieurs ou avec des privilèges. Ensemble tous étudiants, enseignants avec le peuple nous bâtirons une Algérie libre, démocratique et sociale où l'université sera au service du bien-être de la société. 1,7 million d'étudiants qui vivent et étudient dans plus 210 établissements universitaires répartis dans les 48 wilayas du pays, c'est une masse et un mouvement qui, -s'il arrive à bien se structurer et à rester solidaire-, va faire émerger une nouvelle Algérie de demain. Dans ce cas-là, les étudiants et les jeunes en général qui seront influencés par ces jeunes instruits, n'iront plus chercher à quitter le pays (leur pays) qu'ils construiront eux-mêmes. Au contraire, ils feront revenir ceux qui vivent déjà à l'étranger. Les revendications du peuple sont légitimes, et les jeunes sont en train de se former et de réinventer leur histoire. Ils brandissent des slogans de la Déclaration du 1^{er} Novembre 1954 et la Plateforme du Congrès de la Soummam le 20 août 1956 : la souveraineté du peuple, un Etat civil et de droit, une Algérie libre, démocratique et sociale.

B. A : la soixantaine, professeur dans une école supérieure.

L'université algérienne est malade de la bureaucratie, celle qui a atteint la société algérienne. Toutes les réformes qui ont succédé depuis l'indépendance n'ont pas pu fonder une université comme institution sociale qui produit de la recherche scientifique et des compétences pour l'économie nationale. Avec le système LMD valise européenne, l'université forme des masses de masters et de doctorats sans aucune valeur. Nous avons toujours demandé que les responsables des établissements universitaires soient élus au lieu de les nommer pour assurer l'autoreproduction de la bureaucratie avec ses propres logiques se mêlant de tout même des contenus d'enseignement. La massification des doctorats avec 00dinars. En 3 ans les étudiants soutiennent leurs doctorats sans aucune vraie évaluation, faisant du « copier-coller » avec le consentement du directeur de thèse qui va percevoir sa prime pour avoir fait soutenir un doctorat en 3 ans. Aussi, pour que ce dernier améliore son CV pour une promotion. Tu sais bien que pour passer maître de conférences A il faut faire soutenir des thèses et mémoires aussi pour passer au grade de professeur. Dons, c'est la bureaucratie totale, il suffit d'être du côté du « clan » et puis tu auras le chemin facile d'accès à tous les pouvoirs. Pourquoi, penses-tu qu'en Algérie les thèses ne sont pas numérisées, ce sera une catastrophe si elles viennent à être diffusées, 90°/° c'est du « copier-coller » avec le consentement de tous les membres du jury. Ce n'est pas la faute aux jeunes, ils ont besoins d'une volonté politique qui va les accompagner. Dans l'état actuel des choses, ils ont raison d'émigrer. Tant que le pétrole peut nourrir la malfaisance ça va continuer. Pour maintenir la paix sociale on distribue des diplômes bidon, des primes de compassion, des postes, des privilèges divers. Mais dans quelques années, nous n'aurons aucun contrôle sur nos ressources de sol et humaines tout sera perdu. L'université actuellement c'est une institution pour l'occupation des foules et non pas pour le savoir. C'est une garderie. L'expertise algérienne n'existe pas. Un jour j'ai essayé de parler et d'argumenter, un responsable m'a dit carrément : « tu es ici pour exécuter et non pas pour critiquer ». Ma spécialité est supprimée et on me demandait de me taire. Tout ce que j'ai fait pendant, des années est jeté comme on jette le bébé avec l'eau de bain. Le pire

c'est qu'on nous annonce que ceux qui n'ont plus de programmes agréés par le haut, ils seront affectés au Sud du pays. On m'a dit tu va assurer le module de terminologie aux étudiants du Sud très faibles en français. L'Algérie moderne et nouvelle ? C'est l'attente d'un miracle qui ne viendra jamais. Au salon du livre qui devient en Algérie folklorique, c'est le livre théologique qui a pris le dessus et les livres pédagogiques ne sont que très peu. Une vie de biologiste marin a été jetée toute une vie de travail. L'ISMA dans ses nouveaux locaux est partie de Zéro tout est jeté. A chaque fois qu'il y a changement de locaux, on jette tout, c'est le patrimoine qui part en l'air. L'Algérie, ne donne aucune importance à la science et au savoir, l'université on l'a clochardisée, on y a installé des vautours tout au tour. On ne veut pas que la société algérienne s'épanouisse. On a arabisé la société pour jeter tout ce que la France a laissé et maintenant on jette ce que nos compétences produisent, on ne veut pas qu'il y ait accumulation du savoir. On démarre toujours de zéro. Maintenant on nous impose aussi le gaz de schiste ! Les forages à l'horizontal et verticale exigent la facturation hydrique qui nécessite beaucoup d'eau. L'eau fossile qui mettra un siècle pour se recycler, imaginez si on la pollue ce sera une catastrophe humaine. Il faut être lucide, nos vautours ne s'inquiètent pas des citoyens, ils veulent juste s'enrichir à n'importe quel prix car l'avenir de leurs familles est assuré à l'étranger. Mais tout le monde est démissionnaires à quoi bon se casser la tête pour ce qui est perdu d'avance ? Partir à l'étranger pour ceux qui peuvent, pourquoi pas ?

Commentaire

En Algérie, la confiance est rompue, la société est en manque de cohésion et d'intégration sociale. Selon la définition de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique, le capital humain recouvre « l'ensemble des connaissances, qualifications, compétences et caractéristiques individuelles qui facilitent la création du bien-être personnel, social et économique ». « Le capital humain constitue un bien immatériel qui peut faire progresser ou soutenir la productivité, l'innovation et l'employabilité » (OCDE, 1998). En Algérie, les problèmes sociaux, structurels et politiques ne permettent pas l'accumulation de capital humain qui permettrait le développement scientifique et technologie et par contrecoup le développement durable du pays.

La myopie politique des élites dirigeantes qui, obnubilées par la prédation, n'ont pas su rompre avec l'économie du pacte colonial ou l'économie des comptoirs. Dès lors, les dirigeants africains ont illuminé leurs propos d'incantations stériles jusqu'à ce que les institutions de Bretton Woods, appelées à leur chevet pour administrer la cure d'ajustement structurel et de bonne gouvernance, fassent le constat accablant suivant l'Afrique ne participera au commerce mondial que dans la proportion marginale de 02°/° (Mwayila Tshhiyembe, 2011).

Dans ces contextes d'incertitude, de conflit et de complexité, les sociétés tiennent par des arrangements et des compromis menés au quotidien. Pourrions-nous dans ce sens expliquer l'évolution et les changements sociaux par le paradigme de « transaction sociale » et analyser les sociétés suivant une « sociologie de la vie quotidienne » ? Ne risque-t-on pas de tomber dans la fragmentation et de dispersion des sociologues dans des analyses des petits ensembles de dynamismes ou des parties invisibles de l'iceberg (Jean Remy, 1991) (même si elles sont importantes) et de manquer ainsi l'analyse globale de l'iceberg lui-même ?

Pourrions-nous envisager la théorie des transactions et compromis entre les état-nation ? Dans ce contexte général de changements rapides qui entraînent des incertitudes et des inégalités à tous les niveaux, les négociations et les transactions sont à envisager aussi à tous les niveaux. Dans cette visée, les organisations non-gouvernementales auront du pain sur les planches. Si l'on se réfère aux événements pris dans leurs interactions (Courgeau et Lelièvre, 1996), les politiques migratoires ont toujours été traitées avec des compromis. Dans les années 1980 l'immigration émerge comme problème public en Europe comme en Amérique du Nord, tandis que les décennies suivantes marquent le changement d'échelle des

politiques d'immigration avec l'approfondissement de la construction européenne et la régionalisation en Amérique du Nord et centrale ; puis, dans les années 2000, un durcissement « sécuritaire » débouche sur une accentuation du contrôle étatique des frontières. (...) l'enjeu du contrôle répressif, se heurte constamment à celui du respect des droits de l'homme fondamentaux, et aux besoins économiques ou démographiques des états (Nicolas Fischer et Camille Hamidi, 2016). Les pays et les régions sont donc aussi pris dans des conflits et des négociations. Les migrations étudiantes n'échappent pas à cette règle, elles sont insérées dans un système de relations et d'échanges entre les aires de départ et d'accueil (De Gourcy, C. 2013).

D'après l'OCDE (2017), les étudiants algériens en France ne bénéficient pas de facilités de séjour et de maintien sur le territoire. Le rapport sur le recrutement des travailleurs immigrés en France souligne que la situation des étudiants algériens en France est désavantageuse par rapport aux autres étudiants étrangers. Régis par l'accord franco-algérien de 1968, les étudiants algériens ne bénéficient pas des nouvelles dispositions facilitant le séjour des étudiants et leur maintien sur le territoire. L'OCDE recommandant l'ajustement de l'accord bilatéral de 1968. Les deux états partenaires encouragent les migrations encadrées et restreignent les migrations libres, ce qui accentue les injustices et condamne beaucoup d'étudiants à rester dans des positions de domination.

Au niveau microsociologique aussi les migrations étudiantes sont à envisager dans leurs articulations avec des conflits et de négociations au niveau de la cellule familiale et au niveau de la société. En Algérie dans les années 1970, l'enseignement supérieur contribuait à la reproduction sociale des classes dominantes et la formation à l'étranger en était un privilège et un prestige. La France accueillait et formait les cadres et les futurs cadres algériens dans une logique d'aide au développement et de rayonnement culturel et scientifique de la France. Cependant, après les années 1980 les choses ont changé, les études supérieures ne suffisent plus comme moyen de reproduction des élites et les ressources financières de l'Algérie ne permettent plus d'envoyer des cohortes se former à l'étranger. C'est ainsi que les migrations dans le cadre des études sont devenues un enjeu pour les étudiants et leurs familles. Ces derniers empruntent différents chemins et développent différentes stratégies pour décrocher un diplôme d'un établissement du Nord qui contribuerait à une mobilité sociale. Les enfants des différentes classes moyennes qui pressentent le déclassement et qui n'ont pas comme avant des privilèges de l'état comme celui d'une bourse de formation à l'étranger, sont les premiers à entamer des démarches de départ et à entrer dans des calculs, négociations et compromis au fil du temps. Ils mobilisent leurs capitaux matériels et immatériels en particulier les capitaux sociaux à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

L'Algérie pays riche en ressources naturelles adopte souvent la politique du social pour stabiliser et pour acheter la paix sociale. Cependant, avec la crise le pays est en manque de ressources et donc, la politique du social « l'achat de la paix » est mise à mal.

Dans une société où les institutions et les structures ne facilitent pas l'investissement, où le climat social ne permet pas la cohésion et l'intégration des jeunes, et ne permet pas le cumul capital humain, la seule perspective est de chercher à quitter le pays. De ce fait, les étudiants avec l'accord et l'aide de leurs familles se jettent dans l'incertain, pour eux le défi est triple : il faut composer avec la violence du départ, le traumatisme de l'exil, et la construction de soi, loin des siens (Alizée Vincent, 2018). Cependant, ils savent que le plus pauvre dans les pays riches est le plus riche du pays pauvre et donc, l'équation est pour le départ car être plus pauvre dans un pays riche qui ouvre des horizons d'espoir est mieux que d'être riche dans un pays où les aménités sont à désirer et où l'instabilité est de mise.

Retour et/ou non-retour au pays.

Le retour au pays est une des dimensions de la migration et il constitue un enjeu pour les pays d'origine et d'accueil à la fois. Nous désignons ici par retour au pays, le retour pour une insertion sociale et familiale, c'est-à-dire le retour définitif. Le terme de « ré-émigration » est également utilisé par certains auteurs. Selon Simon, l'emploi du terme de ré-émigration convient davantage au mouvement de la population qui, après un retour de quelques années dans son pays de départ, repart pour un autre séjour ou une autre destination à l'étranger (Véronique Petit, 2000). En sociologie on parle de migrant de retour, qui se rapporte à toute personne retournant vers le pays dont elle est ressortissante. Le retour peut être temporaire ou permanent. Il peut être également décidé de manière autonome par le migrant ou contraint par les circonstances imprévues (J.P. Cassarino, 2007).

Pour la question : d'après-vous, les étudiants qui sont partis à l'étranger, est-ce qu'ils vont revenir au pays à la fin de leurs études ?

La quasi-totalité a répondu qu'ils n'allaient pas revenir.

1. « *Ils ne reviennent pas, après tous les sacrifices et les nombreuses difficultés auxquelles ils ont dû faire face, comment voulez-vous qu'ils reviennent* ». 2. « *Le problème du chômage après les études ici, ne laisse pas les étudiants qui sont partis penser au retour* ». 3. « *Ceux qui partent généralement ne reviennent pas au pays car ils trouvent là-bas ce qui leur manque ici en Algérie. J'ai une cousine qui est partie étudier en France et maintenant elle vit bien sa vie là-bas elle ne compte pas revenir* ». 4. « *Beaucoup d'étudiants vont pour travailler et ils donnent l'argument d'aller étudier, sinon ils vont revenir à la retraite seulement* ». 5. « *Malgré les obstacles les étudiants hésitent à rentrer au pays lorsqu'ils sont face à une opportunité d'emploi. Quelle banque n'a pas de bureau à l'étranger ? Quelle entreprise ne travaille pas avec des fournisseurs dans un autre pays ? Aujourd'hui, il est devenu impossible de faire l'impasse sur l'international. C'est pourquoi la poursuite des études à l'étranger pour moi est une étape vers une vie professionnelle plus internationale. Mais, je souhaite poursuivre mes études à l'école polytechnique de paris pour devenir un vrai cadre supérieur* ». 6. « *Une fois parti à l'étranger, l'étudiant ne revient pas parce qu'il y a du travail et les salaires sont élevés ; ce qui n'est pas le cas en Algérie. Des ingénieurs avec des diplômes d'état touchent à peine 30.000 DA. La conversion 1euro= 21 à 22 dinars!* ». 7. « *La majorité des étudiants vont en France, personnellement je rêve d'aller en Belgique pour étudier puis travailler ensuite gagner de l'argent pour revenir développer mon pays lorsque j'aurai accumulé l'expérience et l'argent nécessaires* ». 8. « *Si notre pays ne veut pas se développer, on ne reste pas les bras croisés et attendre* ». 9. « *Ils ne reviennent pas parce qu'ils vivent dans de bonnes conditions là-bas* ». 10. « *L'étudiant algérien fait le parcours du combattant avant d'avoir mis ses pieds sur le sol français, ce n'est pas facile pour lui de revenir* ». 11. « *Ils ne reviennent pas parce que généralement, ils trouvent du travail avec un salaire intéressant là-bas* ». 12. « *Ils ne reviennent pas pour eux, revenir c'est rater leurs rêves et leurs avenir* ». 13. « *Ils ne reviennent pas parce que le mode de vie en France plait beaucoup aux jeunes* ». 14. « *Je ne peux pas rester ici, car j'ai des buts à réaliser et mon pays me considère juste comme un gardien de but* ». 15. « *Ils reviennent juste pour des vacances, ils n'ont rien à faire ici* ».

Par contre à la question suivante : Vous-même si vous partez, allez-vous revenir ?

La majorité ont répondu que avec « oui », qu'ils allaient revenir travailler leur pays.

Cependant, les étudiants ont mis ce « OUI » sous conditions. Ils ont bien précisé, qu'ils allaient revenir mais seulement, si la situation du pays change et que les pouvoirs publics leur préparent les conditions nécessaires pour leur insertion professionnelle et sociale. Presque tous ont répondu : oui.

1. « *Je pense qu'il ne faut pas attendre l'évolution venir vers nous, il faut aller la chercher cette évolution* ». 2. « *Notre pays ne donne de l'importance aux génies et aux compétences* ». 3. « *L'étudiant algérien rêve d'aller étudier à l'étranger pour montrer ses capacités et son ouverture sur le monde. Quand il revient au pays, il fait son possible pour changer la situation vers le mieux. Parce qu'il pense que, c'est un devoir envers son pays* ». 4. « *Ce n'est pas facile d'aller étudier à l'étranger ça* ».

demande beaucoup de sacrifices et donc, on réfléchit à deux fois pour rentrer au pays ». 5. « Ils partent étudier à l'étranger en raison du meilleur potentiel académique disponible dans les universités, les meilleurs domaines d'études, et les facteurs interactifs en éducation. S'ils trouvent des occasions, ils reviendront pas ». 6. « A ce que je sache, il n'y a pas un seul étudiant parti qui revenu cela relève de l'impossible ». 7. « Ceux qui partent généralement ne reviennent pas au pays car ils trouvent là-bas ce qui leur manque ici en Algérie ». 8. « On cherche la qualité de vie avec des commodités et cela n'existe pas ici en Algérie ». 9. « Nous souhaitons au final tous trouver ce que nous cherchons ici dans notre pays. Mais... ! Ce n'est pas le cas, dommage ! ». 10. « Je veux travailler dans une grande société avec un salaire intéressant et l'Algérie ne donne rien pour réaliser nos rêves, elle tue les jeunes avec leurs rêves ». 11. « est-ce que c'est un crime d'avoir des projets pour mieux vivre ? ».

Conclusion

Dans ce monde interconnecté avec l'internationalisation des formations de haut niveau, le nombre d'étudiants internationaux a pris des proportions importantes. Avec l'avancement de la mondialisation et devant l'inflation des diplômés, les étudiants algériens armés de niveau d'instruction leur permettant d'accéder à ce qui se passe dans le monde, ont trouvé des alternatives d'espoir, ne serait-ce que dans leurs imaginaires, c'est : « devenir international ou local à l'international. Ces dernières années, le capital migratoire s'est imposé dans l'imaginaire social à la fois comme une marque de modernité cosmopolite, un attribut de distinction, et un passeport potentiel vers l'élite (Cécile Van De Velde. 2017). Les étudiants algériens ne sont pas en écart de cette internationalisation. Ils aspirent à faire la différence et à contourner les hiérarchies préétablies au niveau local et d'être présents sur le marché du travail international en devenant citoyen du monde sans frontières sans ancrage. Au terme de cet article, nous dirons que la migration en général et étudiante en particulier est une caractéristique des sociétés mondiales actuelles. Au lieu de regarder uniquement le côté négatif du phénomène, il est important de travailler à fructifier son côté positif. Il est nécessaire que les partenaires des pays de départ et d'arrivée travaillent conjointement pour mettre un stoppe à un gâchis de capital humain et se concertent davantage pour penser à les accompagner et pour en tirer des bénéfices dans la triple optique « gagnant-gagnant-gagnant ». Une intégration de la migration dans le développement global avec évaluation juste de ses implications puis son intégration dans une stratégie de cohésion et d'égalité sociales créera une synergie qui ira dans le sens du développement mutuel durable. De la sorte on dépasserait les controverses concernant la question macroéconomique récurrente : à qui profitent les migrations ? Mais on penserait plutôt au bien-être des migrants qui sauront bien le rendre aux sociétés d'origine et d'accueil à la fois, en contribuant au développement durable par leurs compétences et leurs joies de vivre ensemble dans un monde internationalisé et harmonieux.

La migration étant une caractéristique normale du monde actuelle, lorsqu'elle est bien gérée, elle peut être positive pour tout le monde : les pays d'origine, les pays de destination et les migrants eux-mêmes ainsi c'est le modèle : « win-win-win » (Victor Piché, 2013). Nous concluons avec ces propos : Jean-Paul Sartre, défendant les étudiants dans un texte intitulé « La jeunesse piégée » qui expose de manière extrêmement lucide leur situation, résume ainsi ce qu'ils avaient compris : Les étudiants, à peine se mettent-ils au travail, constatent, d'une part, que l'enseignement octroyé a pour but exclusif de former des cadres en fonction des exigences de l'industrie privée et, d'autre part, que, sous sa forme actuelle, il n'est même pas capable de remplir cette fonction (Bradley SMITH). Dans le contexte algérien

cette industrie n'existe même pas et donc, c'est aux jeunes d'aller chercher en dehors des frontières où exploiter leurs potentiels et où se réaliser.

Bibliographie

Alizée Vincent, (2018). Le destin des jeunes migrants. Magazine Sciences Humaines.

<https://www.scienceshumaines.com/le-destin-des-jeunes-migrants.fr>.

Amin Khan. (2016). Houari Boumedienne et son temps : l'impossible équilibre du patriotisme et de l'illégitimité. In : Les années Moum. Mohamed Kacimi (sd). Éditions Chihab, 206.

Charlotte Bozonnet et Zahra Chenaoui, (2017). L'émigration algérienne repart à la hausse. Le Monde Afrique, 06 décembre 2017.

Christian De Visscher Et Frédéric Varone, (2004). La nouvelle gestion publique « en action ». *Revue internationale de politique comparée*, 2004/2 (Vol. 11), p. 177-185. <https://www.cairn.info/revue-internationale-de-politique-comparee-2004-2-page-177.htm>.

Christophe Gibout, Maurice Blanc, Jean Foucart, (2009). Transactions sociales et sciences de l'homme et de la société. De Boeck Supérieur | « Pensée plurielle ». 2009/1 n° 20 | pages 7 à 11.

<https://www.cairn.info/revue-pensee-plurielle-2009-1-page-7.htm>.

De Gourcy, C. (2013). Circulation estudiantine en France et projets migratoires sous contraintes : figures de l'étudiant algérien dans la mondialisation. *Cahiers québécois de démographie*, 42 (2), 371–388.

Elisabeth Longuenesse, Myriam Catusse et Blandine Destremau, (2012). « Le travail et la question sociale au Maghreb et au Moyen-Orient », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*.

<http://journals.openedition.org/remmm/2340>.

Gary-Bobo R., Trannoy A. (1998). « L'économie simplifiée du mammoth », RFE ; Vol XIII 1998.

Jean Remy, Liliane Voyé et Émile Servais, (1978). Produire ou reproduire. In : Maurice Blanc, (2009). L'avenir de la sociologie de la transaction sociale. Réponse à Bernard Fusulier et Nicolas Marquis. *Recherches sociologiques et anthropologiques* 2009/2. M. Blanc : 125-139.

Jean Remy, Liliane Voyé et Émile Servais. « Produire ou reproduire ? Une sociologie de la vie quotidienne (Tome 1) - Extraits », *Sociologies. Découvertes/Redécouvertes*, Jean Remy, Liliane Voyé et Émile Servais. <http://journals.openedition.org/sociologies/13069>.

Jobert B., (1994). *Le Tournant néolibéral en Europe. Idées et recettes dans les pratiques gouvernementales*, Paris. L'Harmattan, 1994. Muller P., *Esquisse d'une théorie du changement dans l'action publique : structures, acteurs et cadres cognitifs*.

Karim Khaled, (2017). Le Journal Elwatan 05-11-2017.

<https://www.elwatan.com/edition/contributions.05-11-2017>.

Khaled Karim, (2015). Migration intellectuelle en Algérie : Le refoulé transgénérationnel. Journal El-Watan. 1 juillet 2015. www.Elwatan.com.

Mwayila Tshhiyembe, (2011). Migration, mondialisation, développement. Quelles perspectives pour la république démocratique du Congo ? In ; Migration, mondialisation, développement. L'exemple de la RDC. Sous la direction de Stephan Tubene, Mwayila Tshiyembe. Collection géopolitique Mondiale. L'Harmattan.

Nacer Djabi (2020). Le phénomène de la migration clandestine : La *harga* en masse est un acte de « divorce consommé ». Reporters, Leïla Zaïmi -28 juillet 2020. <https://www.reporters.dz>.

Nicolas FISCHER, Camille HAMIDI, (2016). Les politiques migratoires. Collection : REPERES. La Découverte ? 2016. Vol. 128 pages.

OCDE, 1998. L'investissement dans le capital humain : Du bien-être des nations, le rôle du capital humain et social, OCDE, 2001.

Omar Bessaoud, « Penser le changement ou comment interpréter les « révolutions arabes » un an après ? », *Insaniyat / إنسانيات*, 57-58 | 2012. <https://doi.org/10.4000/insaniyat.13634>

Rapport de la Banque Mondiale (2020). Algérie : rapport de suivi de la situation économique (avril 2020). Algérie : rapport de suivi de la situation économique (avril 2020). www.banquemonddiale.org.

Bulletin d'information économique : Importance de la transparence pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord.

Rapport de l'OCDE Les étudiants algériens en France ne bénéficient pas de facilités de séjour et de maintien sur le territoire. 20 novembre 2017. <https://etudiant-algerien.com/2017/11/les-etudiants-algeriens-en-france-ne-beneficient-pas-de-facilites-de-sejour-et-de-maintien-sur-le-territoire>.

Palier Bruno. B. Jobert, dir. (1996). Le tournant néolibéral en Europe. In : Politix, Revue des sciences sociales du politique. Année 1996/34. pp. 237-241. Numéro thématique : L'exclusion. Constructions, usages, épreuves. Vol. 9, n°34, 1996. <https://www.persee.fr/doc/pdf>.

PhilippeHugon, (2005). « La mesure des effets économiques de la scolarisation. Apports et limites de l'économie de l'éducation », *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*. Hors-série n° 1 | 2005. <http://journals.openedition.org/cres/1951>

Philippe Chalmin, (2019). L'Algérie et le Venezuela sont victimes de la malédiction du pétrole. Entretien réalisé par Eric Wattez. www.capital.fr. Economie et politique.

Terrier Eugénie, (2009). « Les migrations internationales pour études : facteurs de mobilité et inégalités Nord-Sud », *L'Information géographique*, 2009/4 (Vol. 73), p. 69-75. <https://www.cairn-int.info/revue-l-information-geographique-2009-4-page-69.htm>

Sartre, Jean-Paul, « La jeunesse piégée », in Situations, VIII, Paris, Gallimard, 1972, p. 244-245

Salah-Eddine Sidhoum, (2003). « L'intelligence qu'on assassine.... ». Algeria-Watch, mars 2003. Information sur les droits humains en Algérie. www.Algeria-Watch.org.

Sartre, Jean-Paul. « La jeunesse piégée », in Situations, VIII, Paris, Gallimard, 1972, p. 244-245

Bradley SMITH. 6 décembre 2009. Le « modèle » américain des universités : Change we can't believe in 2016-08-18T09. Conjoncture.

Swanie Potot. (2016). Les mutations européennes au prisme des migrations. Un regard sociologique au-delà des frontières. Sociologie. Université Paris Diderot (Paris 7); Lettres et Sciences humaines.

Victor Piché. (2013). Les théories migratoires contemporaines au prisme des textes fondateurs. Institut national d'études démographiques. « Population ». 2013/1 Vol. 68 | pages 153 à 178. <https://www.cairn.info/revue-population-2013.htm>.

Willy Lahaye, Huguette Desmet, Jean-Pierre Pourtois, (2007). L'héritage de la transmission. L'Harmattan | « La revue internationale de l'éducation familiale ». 2007/2 n° 22 | pages 43 à 66. <https://www.cairn.info/revue-la-revue-internationale-de-l-educationfamiliale-2007>.